



Déclaration liminaire CGT – CTM 13 Octobre 2015

Ce Comité Technique Ministériel, traitant du budget 2016 n'est que la continuité d'une longue litanie de Comité technique portant sur le même sujet et portant les mêmes logiques.

Depuis plus de 10 ans les ministères de Bercy sont dépecés méthodiquement à coup de 3000 suppressions d'emplois chaque année. Les gouvernements successifs que nous avons vu défiler devant nous ont tous servi la même rengaine.

Ils ont tous préféré servir avec zèle les exigences extravagantes des marchés ou encore appliquer des traités européens rejetés par leur propre peuple plutôt que de tenter de répondre aux besoins des populations et rompre avec des politiques austéritaires qui ont mis à genoux économiquement et socialement notre pays.

Malgré nos demandes répétées en la matière, nous avons toujours été écartés des discussions sur l'élaboration des projets de loi de finances. C'est vrai: quelle extravagance de demander à ce que, par exemple, les praticiens de la fiscalité, de la monnaie, du crédit, du contrôle économique, que l'ensemble des personnels de Bercy et des institutions financières mobilisés durant toute l'année dans le contrôle de l'économie de la France puissent être écoutés et fassent part de leur expérience et de leur expertise dans le cadre de la construction d'un projet de loi de finances.

La CGT a pourtant de nombreuses analyses et propositions et nous sommes parfaitement prêts à en débattre. Nous ne pensons pas détenir la vérité absolue mais nous pensons indispensable d'être écoutés et entendus sur ces sujets. Et compte tenu des résultats économiques et sociaux enregistrés, un peu d'humilité et de remise en cause de nos dirigeants sur leur stratégie ne nous semblerait pas superflu.

Mais il est vrai, que là aussi avec une constance remarquable, tous les gouvernements successifs ont préféré écouter les puissants lobby financiers et industriels plutôt que les représentants des personnels, démocratiquement élus.

Ceci dit, nous nous sommes habitués au déni de démocratie sociale, le premier ministre en a lui même fait une nouvelle démonstration remarquable il y a quelques jours en passant en force sur le dossier PPCR à peine les organisations syndicales ayant fait part de leur désaccord sur le sujet.

Et ici même à Bercy il y a beaucoup à dire sur la qualité du dialogue social ! Nous n'avons eu de cesse de vous alerter sur la dégradation constante de celui-ci. Il nous apparaît aujourd'hui que nous sommes arrivés à un véritable point de rupture en la matière.

Il n'y a ni concertation, ni négociation et le dialogue est devenu à peine possible. Vous aimeriez nous cantonner à l'accompagnement et la mise en œuvre de mesures que nous combattons sur le

fond. De plus vous nous refusez d'engager de véritables négociations sur les sujets sur lesquels nous vous alertons depuis des années.

Même sur un sujet comme l'égalité professionnelle il vous est impossible, certainement faute à vos choix budgétaires, de rouvrir des négociations avec les organisations syndicales.

Ou encore devrions nous nous contenter d'un moratoire sur les suppressions d'emplois à la DGCCRF. Mais c'est une plaisanterie! Vous savez aussi bien que nous que si vous infligez une nouvelle saignée au malade, il trépane. Si vous vous intéressiez réellement à la capacité de cette direction à assumer ses missions essentielles à la population, vous la feriez sortir immédiatement de la REATE et mettriez en place un plan de recrutement pour lui rendre une véritable efficacité fonctionnelle!

Avec la disparition des DRIRE en 2011, les 3000 agents de ce réseau ont été dispersés au sein des DREAL et ensuite des DIRECCTE. La loi NOTRE ainsi que la REATE2 frappent une fois encore les missions des DIRECCTE et des DREAL que les agents n'ont plus les moyens d'exercer.

Car oui, vos choix ont des répercussions dramatiques sur la capacité des ministères de Bercy et y compris des établissements économiques et financiers (baisse dotation AFD en pleine crise internationale) à assumer des missions pourtant essentielles de protection et de redressement économique et social de la France et de développement international.

La réforme territoriale et la pseudo revue des missions qui n'a pas d'autre but que de légitimer la poursuite du saccage de la puissance publique, vont encore aggraver une situation déjà catastrophique.

Alors que les affaires, les scandales, et les revers économiques continuent de s'enchaîner vous poursuivez le désarmement de Bercy. Soutien à l'économie, protection du consommateur, maintien d'une statistique publique neutre et efficace, conseil aux collectivités locales, lutte contre les trafics, préservation de l'environnement, contrôle fiscal... Nous ne vous laisserons pas mettre à terre ces missions pour lesquelles l'ensemble des personnels de Bercy servent l'Etat et qui sont essentielles à l'ensemble de la société.

Le 08 Octobre les agents de Bercy ont participé à la journée de mobilisation interprofessionnelle, la participation est significative et une fois encore largement plus importantes à Bercy que dans le reste de la fonction publique.

D'autre part de nombreuses mobilisations locales se développent chaque jour dans les ministères de Bercy. Il a fallu plus de 3 semaines d'occupation de leur outil de travail, pour que les douaniers de la vedette la Lissero, obtiennent la garantie de M. Eckert sur la pérennité de leur mission et le renouvellement de leur navire. Il a fallu au passage la mobilisation des salariés et des élus locaux pour contrecarrer les agissements totalement irresponsables de la Direction des douanes qui par ces décisions remettait en cause des missions de contrôle économique essentielles à la population telles que la lutte contre les trafics en tout genre (armes, drogues, médicaments...), de surveillance environnementale maritime, etc...

C'est aussi par exemple la Direction régionale de Midi Pyrénées qui a été occupée par des collègues douaniers réclamant eux aussi simplement les moyens d'assurer normalement leur mission.

C'est la même chose à la DGFIP où il existe plusieurs dizaines de mobilisations locales contre la fermeture des trésorerie afin de préserver un service public de proximité.

A l'INSEE également les résistances s'organisent contre les effets catastrophiques de la réforme territoriale et afin de préserver une statistique publique efficace et indépendante.

Dans l'administration Centrale ce sont les Services informatiques qui sont mobilisés là encore pour défendre la qualité de leur mission et assurer une assistance informatique de proximité digne de notre administration.

Vous savez également que les personnels de la DGCCRF restent tout aussi déterminés afin de sortir de la REATE et tout bonnement sauver des missions capitales au vu des scandales successifs.

A la papeterie de la banque de France, les salariés se battent depuis des mois pour préserver leur outil de travail et assurer les droits et garanties des personnels.

Ces tensions sociales sont exacerbées par des propos et des comportements provocateurs et indignes des responsabilités occupées par leurs auteurs.

M. Macron quand au passage vous confondez emploi à vie et garantie de l'emploi et que vous ne faites aucune distinction entre les devoirs et obligations d'un agent de l'État avec un salarié régi par le code du travail, avez vous conscience du discrédit et de l'opprobre que vous jetez sur les agents sous votre responsabilité ?

En 2003, le Conseil d'Etat a pourtant rappelé que les principes statutaires fondamentaux de la Fonction publique, dont la garantie de l'emploi, sont « *destinés à assurer l'égal accès aux emplois publics, à garantir les fonctionnaires contre l'arbitraire et le favoritisme et à donner à la puissance publique les moyens d'assurer ses missions sur tout le territoire dans le respect des règles d'impartialité et de continuité* ». La garantie de l'emploi est donc, dans le cadre républicain, un moyen d'assurer aux usagers un service public rendu de manière impartiale, par des agents préservés des pressions politiques et partisans. Mais ces principes vous sont sûrement étrangers.

Dans la même veine, dans le Document unique d'évaluation des risques professionnels des Bouches du Rhône l'administration a cru de bon goût de classer les organisations syndicales dans les risques mortels. Par contre quand une militante syndicale du Finistère ayant été en première ligne lors du saccage du centre des finances publiques de Morlaix est réellement menacée par des agriculteurs, dans ce cas-là l'administration est aux abonnés absents.

Indéniablement la situation sociale des ministères de Bercy est explosive et il s'agit d'autant plus d'une poudrière que depuis une décennie maintenant, les agents encaissent attaques contre leurs missions, reculs sur leur pouvoir d'achat et leur déroulement de carrière, dégradation de leurs conditions de travail.

C'est pourquoi nous exigeons dès à présent et comme préalable à toute négociation un moratoire sur les suppressions d'emplois. Préalable à l'ouverture de négociations sur une urgente et nécessaire, revalorisation indemnitaire, sur le déblocage des parcours professionnels et, à partir d'un bilan contradictoire indispensable, mise en œuvre d'une politique de l'emploi mêlant recrutements massifs et qualification.

En outre ce sont les conditions de l'amélioration des conditions de travail qui doivent être réunies ainsi que l'assurance de la pérennité et du développement de l'action sociale à Bercy.